

## **Texte d'orientation adopté par le Conseil national**

Une majorité du peuple français a rejeté le Traité constitutionnel européen. Il l'a fait après des semaines d'un débat dense et intense. Il faut respecter ce résultat qui engage désormais notre pays. La première responsabilité du Parti socialiste est d'entendre les électeurs.

Les militants socialistes doivent être fiers de s'être battus avec détermination et conviction dans un contexte difficile. Ils l'ont fait au nom d'une double fidélité. Une fidélité à leur engagement européen et une fidélité au vote militant du 1er décembre. En disant « oui », les socialistes répondaient à la question posée relative à la ratification du Traité constitutionnel. Mais, l'ampleur du vote « non » au référendum du 29 mai, montre bien que bon nombre de nos électeurs ont d'abord jugé un contexte national et européen, au-delà du texte.

Il faut maintenant analyser ce qui s'est passé, en mesurer les conséquences, les risques et agir pour préparer l'avenir.

Ce vote a d'abord exprimé le rejet du pouvoir qu'incarne Jacques Chirac demeuré sourd à toutes les expressions du pays et à tous les avertissements électoraux. Il condamne la politique suivie depuis 3 ans par la droite, politique profondément injuste et épousant cyniquement le libéralisme dominant. Le refus de cette politique est commun aux électeurs de gauche qu'ils aient voté « oui » ou « non ». Ce scrutin reflète une réalité sociale difficile vécue par une grande majorité de nos concitoyens, chômage, précarité, baisse du pouvoir d'achat. Il révèle le sentiment d'abandon dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires. Il exprime en même temps une insatisfaction vis-à-vis de l'Europe telle qu'elle se fait, et dont les orientations économiques trop libérales sont également insuffisamment protectrices face aux défis de la mondialisation.

Nous avons mené la campagne européenne de 2004 sur ces thèmes. Le paradoxe est que le rejet du traité laisse aujourd'hui demeurer tout ce qui est le plus critiquable et retirer tous les progrès qui étaient autant de leviers pour répondre aux attentes sociales. La réorientation de l'Union Européenne ne s'en impose pas moins.

Cette campagne a été aussi l'accumulation de toutes les peurs : peur de l'avenir, peur de l'autre, peur du monde et même peur de l'Europe. Certains n'ont pas hésité à les attiser, alors que nous devons d'abord y répondre. Ces peurs sont la conséquence des angoisses dues au désordre engendré par les politiques de régression sociale. Notre rôle est de prendre en compte ces angoisses pour apporter des réponses et transformer en espoir d'un vrai changement de notre société.

Nous devons maintenant dresser un bilan sans complaisance pour l'Europe, pour la France, pour le Parti socialiste et la gauche.

L'Europe est bloquée au moment même où la marche du monde s'accélère et le besoin d'une Europe politique devient indispensable. La perspective d'une renégociation apparaît aujourd'hui impossible. Nous risquons d'en rester au Traité de Nice pour de longues années.

La France est en crise. Jacques Chirac, plutôt que de tirer les leçons du discrédit qui le frappe en redonnant la parole au peuple, a décidé d'assurer sa fin de règne en faisant monter le dernier carré de ses fidèles. Le pouvoir n'a plus ni légitimité politique ni autorité. Ce déni de démocratie est le dernier avatar d'une crise institutionnelle .

La politique qui sera menée par le nouveau gouvernement -bruyante dans le verbe et brutale- dans les actes, risque de redoubler les difficultés des Français. La crise politique et sociale n'en sera que plus grave.

Le Parti socialiste sort divisé du référendum. Alors que nous avons engagé notre rénovation au Congrès de Dijon, les manquements graves aux règles communes –que nous nous étions pourtant données ensemble- ont brouillé le message du Parti socialiste, troublé son électorat et heurté les militants, même si un grand nombre d'entre eux qui avaient voté « non » ont respecté le choix majoritaire du 1er décembre. La direction du PS, issue du Congrès de Dijon, s'est même séparée à cette occasion. C'est aux militants qu'il reviendra d'en tirer les conséquences avec l'organisation d'un Congrès de projet et d'orientation stratégique. Une direction nationale et un secrétariat national cohérents seront chargés de le préparer.

Le rassemblement des socialistes est aussi indispensable qu'exigeant. Il ne peut se faire sans respect de nos règles collectives.

Nos tâches se dessinent désormais clairement. Elles sont urgentes.

Pour l'Europe, d'abord. Il ne faut pas abandonner l'enjeu que représente l'Europe, tant les politiques nationales sont liées aux réalités européennes. Nous devons prendre des initiatives, et c'est pourquoi le parti socialiste français demandera un congrès du Parti Socialiste Européen pour tirer les conclusions de ce qui se passe aujourd'hui et pour préparer une relance de l'Europe politique et sociale. C'est aux Européens de se retrouver pour éviter des reculs durables et irréversibles.

Pour les Français, ensuite, il nous faut être en première ligne pour nous opposer à la politique de la droite et, pour ce faire, avoir des échanges rapidement avec les confédérations syndicales en ce qui concerne la situation sociale du pays. Mais, au-delà, il nous faut construire un débouché politique, crédible à la volonté de changement d'une majorité de nos concitoyens. Ceci passe par l'élaboration désormais rapide d'un projet socialiste ambitieux et concret. Ce projet doit répondre aux problèmes des Français, à leur besoin de protection et de maîtrise de leur avenir. Il doit redonner priorité absolue à la lutte contre le chômage, à la relance de la croissance et du pouvoir d'achat des salariés, à l'éducation, à la santé, au logement, à la sécurité et au vivre ensemble, au développement des services publics. Il doit porter aussi sur la réforme de nos institutions. Ce sont là les termes d'un contrat durable que le pays réclame. Une politique incantatoire ne profiterait, à terme, qu'à une droite autoritaire tant les désillusions seraient grandes. C'est un véritable modèle politique alternatif que nous devons ensemble proposer autour d'une gauche durable.

Pour la gauche, enfin. Son rassemblement est une priorité, sur des formes nouvelles à définir, visant à construire un vrai contrat de gouvernement. Et personne ne pourra, pour ce faire, séparer les « Oui de gauche » et les « Non de gauche », en théorisant la confrontation de « deux gauches » !

Le rassemblement ne pourra pas se faire non plus en étant à la remorque de lignes politiques définies à l'extérieur du Parti socialiste. Pour convaincre, entraîner et gouverner, les socialistes devront avant tout affirmer leurs idées pour ouvrir un dialogue avec les autres partis de gauche, le mouvement syndical, associatif et les citoyens.

Les militants socialistes doivent désormais reprendre la parole. Ils ont la responsabilité de réunir les conditions pour que la gauche prépare une alternative pour 2007. Pour ce faire, nous avons besoin d'un Congrès d'orientation fondant notre projet, qui puisse permettre le rassemblement entre nous et créer une espérance authentique auprès des Français. Il doit donner une large place au débat avec les citoyens comme avec nos militants. Il se tiendra à la mi-novembre et sera tout entier tourné vers la préparation de l'alternance. Tel est, aujourd'hui, le seul enjeu qui vaille. Il nous rassemble tous.